

# LES BASES ECONOMIQUES DE LA REPRODUCTION DEMOGRAPHIQUE: DU MODE DE PRODUCTION DOMESTIQUE AU SALARIAT

*Claude Meillassoux*

Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Paris

Cet article a pour objet d'examiner le procès de production et de répartition des biens nécessaires à la reproduction démographique dans les sociétés domestiques et les effets de la rupture de ces circuits lors de l'insertion de l'agriculture de subsistance dans l'économie de marché (1).

Le point de départ de cette thèse est que la reproduction démographique, dans les sociétés d'auto-subsistance à basse productivité agricole, est subordonnée aux capacités de production agricole des adultes actifs et à la mise en oeuvre de techniques de stockage alimentaire. L'évaluation de la reproduction et donc de la production, doit être placée en conséquence dans les durées, non pas annuelles ou horaires dans lesquelles se confine généralement l'économie classique, mais "viagères".

C'est un fait d'observation que la reproduction d'un groupe social n'atteint jamais le taux maximum de fécondité des femmes, c'est-à-dire le nombre d'enfants qu'une femme peut mettre au monde pendant la durée de sa puberté (2). Différents facteurs d'ordre matériel ou "moraux" (politiques ou sociaux) interviennent pour toujours abaisser les taux de reproduction démographique au-dessous du taux de fécondité. Ces facteurs cependant varient et ont des effets différents selon les modes de production auxquels on se réfère.

## 1. Politique de la reproduction domestique

La société domestique agricole repose sur une économie d'auto-subsistance, c'est-à-dire produisant les nécessités de la vie à partir des matériaux et des éléments directement à sa portée sans recours

nécessaire aux échanges marchands et sans autre source d'énergie que la force humaine. Ses moyens de production sont l'outil manuel ou individuel, et les rapports de production s'expriment institutionnellement comme des rapports de parenté au long desquels circule la subsistance et les semences nécessaires à la reproduction du cycle agricole. La reproduction de la cellule domestique dépend de sa "composition organique", c'est-à-dire de la relation établie entre les individus qui la composent tant au plan de la production qu'au plan de la consommation. Une certaine proportion doit être respectée entre les effectifs, à deux niveaux: au niveau de la production, entre le nombre de membres productifs et improductifs; au niveau de la reproduction, dans le nombre de femmes pubères par rapport à l'ensemble du groupe. Or, le nombre d'individus composant ordinairement la communauté domestique dans ce mode de production est trop faible pour que puissent s'équilibrer ces grandeurs par le seul jeu de la loi des grands nombres. Sexes et âges sont soumis aux aléas de la fécondité et de la mortalité différentielles sans autre correction possible qu'une "politique" visant à rétablir les proportions nécessaires à la perpétuation du groupe. Pourtant, entre productifs et improductifs, la proportion observée dans les cellules domestiques est, dans la pratique sociale, relativement stable. Ce résultat est obtenu par une manipulation des rapports de filiation, les effets de la reproduction biologique étant constamment corrigés par un déplacement des rejets d'un segment politique à l'autre (et ce d'autant plus que la taille de ces segments s'amointrit); éventuellement par l'adoption d'étrangers, l'introduction de genres sans dot ou l'intégration de prisonniers ou de captifs.

Au niveau de la reproduction, le maintien d'un nombre de femmes pubères satisfaisant est lui aussi généralement l'objet de "politiques", soit guerrière (le rapt), soit pacifique (la circulation des épouses). On observe en effet deux types de filiation, selon le mode d'acquisition des épouses. Ou bien la progéniture de la femme est affiliée à sa propre cellule familiale, ou bien elle est affiliée à la famille de l'époux. Dans le premier cas (gynécostatique et matrilinéaire), la reproduction du groupe est proportionnelle, à chaque moment, au nombre de femmes pubères de chaque génération nées dans ce groupe. S'il y a baisse du nombre de femmes pubères d'une génération à l'autre, la reproduction du groupe est compromise. Il n'y a de correction possible que par l'introduction de femmes étrangères. Mais si, comme c'est notre hypothèse, le groupe concerné pratique le gynécostatisme

ainsi que tous les autres groupes avec lesquels il est en relation, l'apport de femmes ne peut s'accomplir que par la violence. Les sociétés livrées à ce mode de reproduction mettent en péril les jeunes hommes engagés dans des guerres continuelles et meurtrières.

A ce système de régulation de la reproduction démographique rigide et générateur de violence, s'oppose celui par lequel les femmes circulent entre communautés d'un même ensemble matrimonial sur la base d'une réciprocité immédiate ou, plus souvent, différée. Un plus grand nombre de femmes pubères est ainsi disponible pour un ensemble d'hommes nubiles plus nombreux, ce qui permet une meilleure répartition des premières. Par le jeu des promesses et des fiançailles précoces, une communauté dépourvue de femmes nubiles peut en recevoir d'une autre communauté, si elle s'engage à lui réserver une ou plusieurs de ses propres fillettes — ou même une enfant à naître — pour le moment où la famille qui fait l'avance d'une fille désirera une fiancée pour l'un de ses hommes. C'est par le jeu de la dot, de la simple mémorisation que l'échange diffère, de bilatéral devient multilatéral, susceptible d'intéresser toutes les communautés voisines qui adoptent les mêmes conventions matrimoniales. Dans ce système (gynécomobile et patrilinéaire) en vertu de la règle d'exogamie, les femmes pubères sont mariées hors de leur groupe pour lequel elles ne sont pas destinées à procréer. Leur progéniture est acquise à la communauté de l'époux.

Ainsi la reproduction démographique est-elle le résultat de démarches et d'entreprises visant à amener, dans la communauté, des femmes en nombre et en âge nécessaires au renouvellement des effectifs. L'organisation matrimoniale sophistiquée de ces sociétés, alliée aux manipulations institutionnelles des relations de filiation, représentent les moyens d'une politique de la reproduction économique et sociale dont l'objet est la subordination de la reproduction naturelle à la reproduction sociale.

## 2. Bases alimentaires de la reproduction démographique

Si ce qui précède donne le cadre général des interventions régularisant le mouvement démographique, celui-ci reste l'objet de contraintes matérielles liées aux capacités et aux techniques de production, ainsi qu'aux modes de répartition des subsistances.

a) Dans une société à faible productivité du travail, comme

dans la société domestique qui n'emploie que des outils agricoles manuels et individuels, la reproduction des générations repose sur "les capacités des producteurs actifs à fournir un surproduit" qui puisse alimenter les improductifs jusqu'à ce qu'ils soient en âge de produire à leur tour.

Le niveau de productivité de l'économie domestique étant bas, le nombre de jeunes, improductifs, que peut nourrir un producteur pendant sa période active est limité. Faute d'informations précises, tant sur la production agricole d'un adulte que sur la consommation des individus par âge et par sexe, ce nombre n'est pas exactement établi. Les avis divergent entre ethnologues, statisticiens et diététiciens sur le niveau de consommation alimentaire réel et/ou nécessaire des individus. Il n'existe pas non plus de données statistiques à l'échelle domestique suffisantes et suivies sur les variations de la production selon les années, qui permettraient de faire la moyenne de la production individuelle sur la longue période. Si l'on s'en tient par exemple à la production et à la consommation de mil dans les sociétés d'Afrique sahélienne, sur la base de la "production des bonnes années" et selon le niveau de consommation donné par les intéressés, il semblerait qu'un adulte producteur masculin produise assez pendant sa vie active (environ de 15 à 45 ans) pour faire parvenir à l'âge de 15 ans, environ 9 enfants. Ceci compte non tenu de la mortalité infantile, quelles qu'en soient les causes, en particulier compte non tenu des effets des disettes. Sachant que seuls les hommes cultivent les céréales dans la région observée, on constate que ce nombre ne dépasse pas le taux maximum de la fécondité naturelle d'une seule femme (3). En d'autres termes, plus que la fécondité naturelle des femmes, les capacités de production agricole de subsistance fixeraient les limites supérieures absolues à la reproduction démographique. Que la "productivité" baisse, et la croissance se ralentit ou s'arrête.

b) L'autre facteur économique qui intervient dans le taux de reproduction démographique, est la variation de la production de subsistance d'une année sur l'autre. C'est une des caractéristiques de l'agriculture en général, que d'avoir des rendements très variables d'une année sur l'autre, selon les conditions météorologiques et de subir parfois des intempéries ou des cataclysmes divers (sauterelles, peste, ecc.) qui peuvent ralentir ou même arrêter la production agricole pendant plusieurs années. Dans une première hypothèse théorique où il n'y aurait pas de stockage

possible, et où la survie d'une partie de la population serait donc immédiatement menacée dès que la production baisse, le taux économique de reproduction serait fixé par le niveau de production alimentaire de la plus mauvaise année de la période A de croissance de la nouvelle génération. Si selon une seconde hypothèse, la communauté est capable de stocker le surproduit des bonnes années, la mortalité se situera à un niveau plus bas, en rapport avec la capacité de stockage et la durée la plus longue du déficit vivrier. Si la capacité de stockage est égale à cette durée, le taux de reproduction se maintient au niveau de celui de la production moyenne. Dans tous les cas, les taux de mortalité et de reproduction sont étroitement associés aux capacités de production de la communauté ou de l'ensemble des communautés portageant leurs produits. A cette échelle réduite, il s'exerce donc une régulation de la reproduction démographique en fonction de la production vivrière courante. Il ne peut y avoir plus d'enfants à chaque génération que ne peuvent en nourrir les producteurs des générations précédentes. Il ne semble pas que l'on puisse observer dans ce mode de production, une variation positive ou négative du mouvement démographique, qui ne soit pas l'effet d'une modification durable des conditions de la production vivrière. L'augmentation de la productivité du travail agricole précède nécessairement tout accroissement démographique. A l'inverse, toute ponction sur le produit vivrier de la communauté, sans contre-partie, provoque une diminution de la population plus ou moins immédiate, selon ses capacités de stockage.

### 3. La distribution du surproduit

Cette économie domestique subit également des perturbations sous l'effet d'une modification des conditions de production, d'acquisition et de distribution des biens alimentaires.

Dans le cadre de l'économie domestique d'auto-subsistance, la répartition s'accomplit entre générations selon un cycle viager:

$$\beta B_1 = x\alpha A_{10} + \alpha B_{11} + 1/x \alpha C_{12}$$

dans laquelle:

$\beta$  = production annuelle d'un actif

$\alpha$  = consommation annuelle d'un individu

A = période préproductive

B = période productive

- C = période post-productive  
 1 = étant la génération des producteurs  
 0 = celle des pré-productifs  
 2 = celle des post-productifs  
 x = improductifs.

Chaque travailleur fournit, sur la durée de sa vie active, un surproduit ( $\beta B$ ) qui représente la différence entre sa consommation pendant cette période ( $\alpha B$ ) et sa production pendant le même temps. Sur le long terme, le surproduit de la collectivité est investi dans la reproduction immédiate des capacités de travail des productifs ( $\alpha B$ ), dans la nutrition des futurs producteurs ( $\alpha A$ ) et dans l'entretien des vieillards et autres incapables ( $\alpha C$ ).

Le rapport de production essentiel est entre productifs et improductifs. Il n'y a pas de "surplus" mais des "réserves" destinées à compenser les mauvaises récoltes et à assurer la continuité de la reproduction de la communauté. La communauté domestique agit, à son échelle, comme un système de sécurité sociale en assurant l'entretien institutionnel des improductifs.

Les jeunes adultes qui ont atteint l'âge de la production sont le produit d'un investissement de la part de la génération précédente qui permet leur mise au travail. Il est entendu, dans un tel système, que cet investissement fait en partie retour aux aînés trop âgés pour travailler, qui seront nourris par leurs descendants jusqu'à leur mort. La totalité du produit social agricole est donc réinvestie dans l'entretien et la formation des individus, c'est-à-dire, à l'exception de ce qui est attribué aux vieillards, dans la production, médiatisée par l'être humain, d'énergie humaine. Cette énergie en s'appliquant aux moyens de production agricole produit à son tour l'aliment nécessaire à sa reproduction.

Le produit agricole n'a de valeur que "consommé", c'est-à-dire utilisé à l'entretien de la vie. Il n'y a d'autres placements, donc d'autre sécurité, que la vie. Seuls ont valeur les biens convertibles à terme en énergie humaine. Les biens non agricoles, produits généralement en saison morte et donc incapables d'entrer dans ce cycle énergétique, ne sont qualitativement pas susceptibles d'être mis en équivalence avec la subsistance. Ils appartiennent généralement à d'autres registres et circulent dans des sphères distinctes. D'où la perturbation prévisible entraînée dans un tel système par l'intrusion d'un rapport marchand susceptible de mettre en équivalence des biens appartenant à des registres qualitativement différents.

#### 4. Les effets de l'économie marchande

Or, ce phénomène d'équivalence est observable à partir du moment où, en raison de son contact avec l'économie marchande ou salariale, une partie de la force de travail ou du produit social de la communauté est mise sur le marché et convertie en biens d'échange. Deux situations parfois conjointes se présentent: ou bien la communauté dirige une partie de son énergie vers la production de biens agricoles commercialisables, ou bien elle distrait une partie de sa main-d'oeuvre vers le secteur salarial (4). Sans entrer ici dans les détails des transformations successives que subit la communauté à la suite de ces circonstances, on observe qu'à moyen terme la production agricole vivrière se dégrade et que le revenu monétaire de la communauté tend de plus en plus à se substituer aux revenus vivriers en nature.

a) Dans le premier cas (commercialisation du produit agricole), le revenu des ventes se concentre entre les mains du doyen de la communauté et selon les circuits propres aux structures traditionnelles. Dans le meilleur des cas, l'argent est utilisé comme trésorerie matrimoniale, afin de verser les dots nécessaires au mariage des cadets. De cette manière, les doyens maintiennent leur autorité sur les membres masculins de la communauté.

Toutefois, on observe que le travail collectif traditionnel tend à disparaître dès que l'économie domestique est soumise à l'influence monétaire. L'emploi de travailleurs saisonniers, le salariat, le métayage, la vente de la terre, les investissements spéculatifs se développent aux dépens des rapports parentaux, de voisinage ou d'affinité (*affinity*) qui sous-tendent la production domestique. Des comportements individualistes apparaissent chez les anciens qui tendent à utiliser les revenus monétaires à des fins lucratives plutôt qu'à assurer la reproduction sociale de la communauté en négociant des épouses pour leurs dépendants. La détérioration des rapports entre aînés et cadets qui en résulte, encourage ces derniers à émigrer vers les villes ou dans d'autres zones rurales, afin de jouir eux aussi d'un revenu monétaire.

L'accès aux femmes à fin de mariage est toujours difficile hors de son groupe d'origine. Les anciens tendent à maintenir celles-ci sous leur autorité en leur refusant l'éducation, en les soumettant à des contraintes et à une forme de terreur religieuse et superstitieuse qui les dissuade, dans leur grande majorité, de s'exiler. Les jeunes gens sont donc obligés de revenir vers leurs aînés pour

obtenir une épouse contre le versement de dots assez considérables et toujours de plus en plus élevées. Les aînés s'assurent ainsi une part de la sécurité qui aurait dû leur revenir si les jeunes gens étaient demeurés à travailler pour eux et les avaient pris en charge.

b) Lorsque la communauté ne peut produire les marchandises agricoles, l'"émigration" des jeunes actifs est le seul moyen de se procurer le numéraire. Mais dès que la durée de cette émigration dépasse la durée de la saison morte et entame la saison agricole, il y a un manque à produire de subsistances, donc nécessité de recourir au marché pour se procurer le complément de nourriture. Le salaire des émigrés tend à prendre une place croissante dans le revenu de la communauté. La famille étendue en effet reste le lieu de repli nécessaire pour ces travailleurs exilés qui ne trouvent pas dans le milieu industriel les éléments de leur sécurité.

Dans l'un et l'autre cas, lorsque le salaire devient l'élément principal du revenu des ménages issus de la communauté domestique, de nouvelles contraintes pèsent sur la reproduction démographique. Il faut d'abord constater que le passage de la communauté domestique vers le secteur salarial n'entraîne pas *ipso facto* le bénéfice aux prestations de sécurité sociale. Bien au contraire, l'avantage d'employer des travailleurs qui disposent, en réalité ou en principe, de ressources agricoles complémentaires, tient à ce que les salaires versés à cette main-d'oeuvre, sont inférieurs à ce qui est normalement payé dans l'industrie. Le principe étant que la communauté domestique joue le rôle de sécurité sociale. Mais dès lors que les liens des travailleurs avec cette communauté se distendent et que cette sécurité n'existe plus, les familles d'émigrants urbains doivent recourir à leur propre mode de protection. Mises à part les tontines et les associations d'entr'aide, cette sécurité est surtout perçue dans la perspective de la société paysanne domestique dont sont issus ces migrants, c'est-à-dire à travers une famille aussi nombreuse que possible.

Or plusieurs conditions conjointes favorisent cette tendance dans les pays à dominante paysanne en voie d'industrialisation ou en relation avec les zones industrielles de pays développés. C'est en premier lieu la création et l'élargissement d'un marché de subsistance, alimenté par une importation croissante en provenance des pays producteurs à agriculture de très haute productivité. Ces subsistances, comparativement bon marché, et en outre très souvent subventionnées, permettent en effet de maintenir les sa-

lares urbains assez bas pour favoriser la formation du profit des industries. Ces importations rendent comparativement chers les produits de l'agriculture domestique. Celle-ci ne se maintient que comme activité destinée à la subsistance des familles rurales et comme base à l'infrastructure d'accueil et de sécurité que représente encore et nécessairement la famille pour les travailleurs urbains.

A partir du moment où le travailleur urbain est complètement séparé de son milieu rural, ou lorsque la famille rurale est devenue totalement dépendante de lui, les conditions démographiques changent. La croissance de la population ne dépend plus de la productivité de la cellule domestique ni des capacités de stockage de la communauté; elle dépend des possibilités d'accès à un revenu monétaire, du niveau des salaires, de la durée et la continuité de l'emploi, du prix de la nourriture, éventuellement du taux de change entre le pays du travailleur et le pays où il est employé. La démographie ne dépend plus des variations locales de la production agricole, elle dépend de la régularité du salaire, du chômage, du taux d'inflation, etc.

La continuité et la régularité des revenus pendant une période longue, permet d'amener un plus grand nombre d'enfants à l'âge où ils pourront rapporter un revenu (âge plus précoce encore en ville qu'à la campagne). Si ces conditions sont remplies (et s'il s'y ajoute l'accès aux maternités des villes ainsi qu'aux produits de sevrage), on constate un accroissement démographique sensible parmi ces populations semi-prolétarisées. Précisons encore qu'il s'agit de cette catégorie sociale partiellement rurale, qui, ne bénéficiant pas des salaires indirects de la sécurité sociale (prestations familiales, allocations chômage, assurance maladie, retraite) adapte ses revenus monétaires aux modes de protection sociale auxquels la prédispose sa culture: la natalité (5).

## 5. Rupture du circuit de repartition des revenus

L'exode rural temporaire ou définitif qui accompagne ces changements provoque une double rupture dans la répartition des revenus familiaux. Le jeune adulte issu de la communauté familiale dans laquelle il a été nourri, transporte en lui-même la somme d'énergie  $\alpha A$  qui a été "investie" en lui par ses aînés, lesquels attendent en retour  $\alpha C$ , c'est-à-dire la quantité d'énergie transformée en subsistance qui leur assurera leurs vieux jours. Cette som-

me n'est due cependant qu'en raison d'un devoir moral. L'éloignement, les difficultés d'emploi, les problèmes rencontrés dans la vie urbaine, la nécessité parfois de payer soi-même la dot, le désir d'investir dans une famille plus nombreuse ou éventuellement dans des placements spéculatifs, entraînent les émigrants ruraux à délaisser de plus en plus leurs aînés demeurés dans les campagnes. Ainsi se produit un premier transfert du secteur domestique vers le secteur capitaliste industriel, qui est une des raisons du bon marché de cette main-d'oeuvre. L'effet démographique en est une dégradation des conditions de vie de la population rurale âgée, donc un accroissement probable de la morbidité et une baisse de l'espérance de vie parmi cette catégorie d'âge.

On peut donc considérer que l'interruption des transferts de revenus au sein de la communauté domestique au profit d'un transfert hors de celle-ci vers le secteur industriel capitaliste, a un double effet, d'une part d'accroître la natalité parmi les fractions exilées et urbanisées en même temps que d'accélérer la mortalité parmi les couches âgées rurales. Or cet effet semble devoir logiquement toucher les générations en voie de passage de la société domestique vers le secteur salarial.

A l'autre extrémité du rapport entre générations, l'investissement que fait le migrant rural dans sa propre descendance urbanisée, risque, à son tour, d'être à fonds perdus. Les liens de solidarité entre générations, qui se maintenaient dans le cadre contraignant des rapports domestiques de parenté, ont de moins en moins de contenu vécu. La désocialisation que provoquent fréquemment les conditions de vie dans les bidonvilles, la nécessité toujours présente de vendre sa force de travail au meilleur coût, l'absence de sécurité, agissent pour détacher les jeunes de leurs parents. Aucune loi ne les contraint à soutenir ceux-ci dans leurs vieux jours.

Plusieurs facteurs jouent contre la perpétuation d'un accroissement démographique au-delà des premières générations d'émigrants ruraux. L'un est l'accroissement toujours plus considérable de l'investissement placé dans la progéniture relativement à la sécurité escomptée. Il s'agit là d'un phénomène très commun dans les sociétés urbanisées, sur lequel il n'y a pas lieu d'insister ici, sinon pour noter qu'il advient lorsqu'il y a interruption du transfert viager des revenus entre générations. Ce processus s'affirme lorsque le transfert se fait au plan social ou national par les caisses de retraite ou par la sécurité sociale par exemple. Mais la baisse de la reproduction démographique peut avoir des causes beaucoup

plus dramatiques, lorsqu'elle provient de la désocialisation des populations prolétarisées, comme c'est le cas dans les réserves d'Afrique du Sud. Lorsque les conditions de travail des jeunes adultes les obligent à vivre loin de leur famille pour des périodes longues, ou lorsqu'ils ne peuvent jouir que de courts séjours dans leur ménage, le revenu du salarié tend à être détourné hors des cadres familiaux conventionnels, vers des usages visant à atténuer dans l'immédiat la dureté de ses conditions de vie. L'instabilité des revenus due au chômage, à la délinquance, aux tracasseries policières, ont pour effet d'interrompre et éventuellement de tarir le transfert des revenus vers l'épouse et les enfants, donc à entraîner la femme à chercher un emploi et à abandonner ses enfants (en les confiant à une parente très souvent incapable) dans les plus mauvaises conditions matérielles et morales. On observe alors une décomposition de la famille qui s'accompagne d'une dégradation de la population à la fois physique (dénutrition, illégitimité généralisée entraînant des abandons d'enfants ou des infanticides) et sociale (délinquance, naissances d'illégitimes créant une génération d'individus désocialisés, violents et désespérés [FAO 1979]).

L'interruption du transfert de revenus ne se fait pas seulement ici entre générations, mais au sein de la même génération, entre époux, de telle sorte que ses effets se font sentir sur la nouvelle génération avant même qu'elle ait atteint l'âge de la production, avec des effets démographiques et sociaux encore plus graves.

## 6. Conclusion

L'examen des modes de circulation des revenus dans la communauté domestique et ses transformations ou son détournement sous l'effet du salariat, montrent donc bien comment les liens organiques de solidarité entre ses membres, qui assuraient dans la communauté domestique une reconstitution structurelle de génération à génération, ont été rompus. Rupture qui provoque d'abord un transfert économique global vers le secteur capitaliste d'une fraction de la force de travail produite dans le secteur domestique, qui sous l'effet de cette fonction, se dégrade; rupture qui se perpétue de génération en génération dans les classes prolétarisées d'origine rurale, provoquant une décomposition sociale qui ne peut être enrayée que par un programme d'aide publique. Cette rupture étant à l'origine d'une explosion démographique, elle su-

scite dans les milieux d'affaires internationaux la crainte d'un débordement social, la peur d'une surpopulation envahissante et coûteuse, qui inspire aujourd'hui la politique dite «libérale» imposée par le Fonds Monétaire International et la Banque Internationale, dont les effets sociaux dramatiques ne peuvent aboutir qu'à une sévère atteinte aux conditions physiques et morales des populations prolétarisées des pays sous-développés.

La dégradation des conditions de sécurité sociale qu'implique la politique monétariste préconisée par ces deux institutions internationales, a pour effet immédiat d'encourager les populations qui en sont victimes à compenser cette insécurité par une natalité accrue. Elle a donc un effet exactement opposé à celui qu'elle revendique. En fait, c'est en créant des conditions de vie misérables pour des millions d'individus du tiers monde, donc par la morbidité et la mort précoce des enfants et des vieillards surtout, que cette politique entend en faire baisser la population. Le rapport de l'Unicef sur les circonstances de la mort par maladie et malnutrition de 12 millions d'enfants du Tiers Monde en 1979, en illustre de façon tragique les effets démographiques.

Aucun chercheur en sciences humaines ne peut rester indifférent devant une telle situation.

## Notes

1. La base théorique de cet article est donnée dans *Femmes, greniers et capitaux* (Meillassoux 1975).

2. J'emploie le terme "puberté" pour désigner toute la durée de la période féconde d'une femme.

3. Selon A. Retel Laurentin (1974: 19), «les femmes qui ont en moyenne 7 à 8 enfants pendant leur vie génésique ont une fécondité "satisfaisante". Pourtant comme certaines en ont eu plus de 20, cette fécondité est limitée pour une raison ou pour une autre». L'Auteur cite des causes biologiques ou sociales mais aucune cause économique. Elle ajoute: «En Afrique, compte tenu du taux de mortalité, il faut que les femmes aient une descendance moyenne d'environ 4 enfants pour que la population croisse».

4. Une troisième possibilité est la production de marchandises non agricoles commercialisables en saison morte. Toutefois pour des raisons qu'il serait trop long d'expliquer ici, il est rare que cette activité soit suffisante pour permettre à la communauté de préserver ses structures.

5. Notons que tous les plans de retraite sont alimentés par le travail des jeunes générations productives au profit des post-productifs. Mais à la différence du retraité de nos sociétés où fonctionnent ces plans et qui n'a aucun moyen d'agir sur le rapport productif/post-productifs, le travailleur migrant décide du nombre de ses enfants.

## Bibliographie

- Bennholdt-Thomsen. 1979. Investment in the poor: critical analysis of the New World Bank Policy. *Development Studies, Sociology*. University of Bielefeld, 56 p., multigr.
- Cissé C. 1980. *Développement du salariat urbain en Côte d'Ivoire*. Paris VII (UER «Connaissance du Tiers Monde»), DEA, 55 p., multigr.
- Comité Information Sahel. 1974. *Qui se nourrit de la famine en Afrique?* Paris: Maspero.
- Cruise O'Brien R. (ed.) 1979. *The political economy of underdevelopment (Dependance in Senegal)*. Toronto: SAGE.
- Dieng I.M. 1977. Déguerpissement de bidonvilles. *Environnement Africain* 18 (Et. et Rech. 77-17). Dakar, ENDA, 33 p.
- Dewitte P. 1980. *La C.G.T. et les syndicats d'Afrique Occidentale Française 1945-1957*. Paris VIII (Dépt. d'Histoire), Maîtrise, 219 p., multigr.
- Diarra O.B. 1970. La Sécurité sociale au Mali. *Cahiers Africains de Sécurité sociale* 7: 57 p.
- F.A.O. 1979. *Les effets de l'apartheid sur les familles rurales africaines*. Rome: FAO.
- George S. 1976. *How the other half dies: the real reason for world hunger*. Harmondsworth: Penguin.
- Gerry C. 1979. "The crisis of the self employed: petty production and capitalist production in Dakar", in *The political economy of underdevelopment*, sous la direction de R. Cruise O'Brien, pp. 126-156. Toronto: SAGE.
- Klein M. (ed) 1980. *Peasants in Africa. Historical and contemporary perspectives*. Toronto: SAGE.
- Kongstad P. & M. Monsted. 1980. *Family, labour and trade in western Kenya*. Uppsala: Scandinavian Institute of African Studies.
- Kaluma M. 1980. *Mesure et évolution du surplus agricole global au Zaïre (1945-1975)*. Université de Louvain, 8 p., multigr.
- Lachartre B. 1977. *Luttes ouvrières et libération en Afrique du Sud*. Paris: Syros.
- Le Bris E. 1978. Migration and the decline of a densely populated rural area: the case of the Koutine. *African perspective* 1: 109-126.
- Latour Dejean E. de 1980. «Shadows nourished by the sun», in *Peasants in Africa: Historical and contemporary perspectives*, sous la direction de M. Klein, pp. 105-143. Toronto: SAGE.
- Mackintosh M. 1979. «The political economy of industrial wages in Senegal», in *The political economy of underdevelopment*, sous la direction de R. Cruise O'Brien, pp. 156-174. Toronto: SAGE.
- Marx K. 1853. L'émigration forcée. *New York Daily Tribune*, 22-3-1853

- (tr. fr. in *Critique de l'éducation et de l'enseignement*. Paris: Maspero, 1976, pp. 178-179).
- Meillassoux C. 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris: Maspero (tr. it. *Donne, granai e capitali*. Bologna: Zanichelli, 1978).
- 1979. Over exploitation and over population: the proletarianization of rural workers. *Social Scientist* (New Delhi) 78: 3-13.
- Reboul C. 1972. *Structures agraires et problèmes de développement au Sénégal*. Paris: INRA, 163 p.
- Retel-Laurentin A. 1974. *Infécondité en Afrique Noire (Maladies et conséquences sociales)*. Paris: Masson.
- Tapinos G. 1974. *L'économie des migrations internationales*. Paris: Presses de la Fondation des Sciences Politiques.
- Wessman J.W. 1977. Toward a marxist demography. A comparison of Puerto Rican landowners. Peasant and rural proletarians. *Dialectical Anthropology* 2-3: 223-234.
- 1977. *Historical materialism, neo-malthusianism ideology and the evolution of Puerto Rican populations*. University of Connecticut, 69 p., multigr.

### Sommario

Nell'articolo si esaminano le condizioni della riproduzione demografica nelle comunità domestiche, le istituzioni sociali e politiche che ne derivano e i loro rapporti con la produzione; vi si mostra inoltre come la natalità e la sopravvivenza della generazione preproduttiva fino all'età della produzione siano limitate dalla produttività del lavoro agricolo di sussistenza e dalle tecniche di conservazione dei raccolti, mentre la riproduzione sociale è legata al modo di produzione dei surplus. La perdita del controllo sulle riserve alimentari e l'inserimento nel mondo salariato o nell'economia di mercato trasformano le condizioni della riproduzione demografica di queste popolazioni, che vengono ormai a dipendere dal reddito monetario, dal prezzo delle derrate, dall'approvvigionamento dei mercati, dal livello di occupazione ecc. Queste circostanze, unite all'insicurezza che esse generano in una società rurale in crisi, incoraggiano la natalità e allo stesso tempo favoriscono la sopravvivenza delle giovani generazioni per un più lungo periodo, mentre riducono invece gli effetti demografici di carestie e disoccupazione; di qui gli effetti disastrosi dell'applicazione di una politica monetaristica in paesi che dipendono dalla sopravvivenza delle popolazioni rurali proletarizzate.

### Summary

The article examines the conditions of demographic reproduction of domestic communities, the social and political institutions to which

it leads, and their relations to production. It shows how natality and survival of the pre-productive generation are limited by the productivity of agricultural work and by the preservation techniques for crops, while social reproduction is linked to the overproduct's mode of distribution.

The loss of these populations' control over their food reserves, their insertion into the working classes or into the market economy, transform the conditions of demographic reproduction that finally depends on monetary incomes, on the prices of crops, on the dynamics of the marketing systems, on the level of employment, etc. These circumstances, combined with the insecurity which they cause in a rural society going through a crisis, encourage natality, while at the same time prolonging the average life term for the young generations; on the other hand, they decrease the demographic effects of famine and unemployment. Hence the tragic consequences of 'monetaristic' policies in countries which depend on the survival of rural populations turning to proletarian status.